

Extrait du Spyworld Actu

<https://www.spyworld-actu.com/spip.php?article14286>

Défense : les syndicats redoutent l'année 2011 pour les personnels civils

- Défense - France -



Date de mise en ligne : jeudi 23 décembre 2010

Spyworld Actu

La suppression programmée en 2011 de 8.250 emplois civils et militaires au sein de l'armée fait craindre aux syndicats des personnels civils une "année catastrophique pour l'emploi", s'apparentant même au "plus grand plan social sur le territoire français".

Ces suppressions s'inscrivent dans le cadre du Livre Blanc de la Défense, annoncé en juin 2008, qui prévoit la fermeture de plusieurs infrastructures et bases militaires, devant se traduire par environ 54.000 suppressions d'emplois en sept ans et demi.

La Défense emploie 315.000 personnes (240.000 militaires et 75.000 civils).

En 2008, 5.000 postes civils et militaires ont été supprimés, 8.200 en 2009, 8.400 en 2010, selon les chiffres du ministère de la Défense. 8.250 départs sont prévus en 2011, puis 7.500 pour chacune des trois années suivantes, avant de revenir à 2.500 en 2015, précise le ministère.

La part assumée par les seuls civils n'est pas détaillée pour chaque année, afin de garder une certaine souplesse, souligne-t-on de même source.

L'ampleur de ces suppressions d'emplois inquiète les syndicats auxquels ne peuvent s'affilier que les personnels civils travaillant pour la Défense, les militaires ne bénéficiant pas de ce droit.

"L'année 2011 va être une année catastrophique pour l'emploi des personnels civils dans notre ministère. En effet, 2011 verra nombre d'établissements et de services du ministère fermer dans le cadre des restructurations", souligne la CGT dans un communiqué.

Les difficultés viennent du "cumul des restructurations et de la réorganisation des bases de défense", ajoute ce syndicat. En 2010, 2.500 personnels civils ont été directement concernés par les mobilités géographiques, imposées par les fermetures de sites, et 10.000 par les mobilités professionnelles.

Ce qui fait dire à Luc Scapini, secrétaire général de la CFDT-Défense, qu'il s'agit pour le personnel civil du "plus grand plan social sur le territoire français, d'autant plus difficile que les agents avaient une visibilité et une sécurité au niveau de leurs emplois".

Mutations et suppressions de postes, souligne-t-il, créent une réelle anxiété chez les personnels civils.

Reçue par Alain Juppé à la mi-décembre, la CFDT s'est félicitée que la nouvelle équipe ministérielle soit "favorable à un accord de méthode pour les risques psychosociaux". Une réunion sur ce thème est prévue au ministère le 24 janvier.

En revanche, selon le syndicat, le ministre de la Défense a "clairement" exclu toute pause dans les restructurations.

La CFDT insiste d'autant plus sur l'accompagnement social qu'en douze mois, trois fonctionnaires civils de la base logistique de Rillieux-la-Pape (Rhône), qui doit fermer en 2012, ont mis fin à leurs jours, en dehors de leur lieu de travail, a révélé la presse locale.

Défense : les syndicats redoutent l'année 2011 pour les personnels civils

"Les militaires ont la mobilité géographique chevillée au corps", mais pour les civils, c'est "plus difficile", a reconnu Jacques Roudière, directeur des ressources humaines du ministère.

"Nous avons donc mis en place une +boîte à outils financière+ : nous pouvons aller jusqu'à 40.000 euros pour une personne qui accepte de se déplacer", a-t-il indiqué à l'AFP.

Autre difficulté, les départs en retraite de personnels civils ayant "un peu ralenti", aux alentours de "1.800 environ par an", il a fallu négocier 700 départs volontaires en 2010, a précisé M. Roudière.

Au total 700 assistantes sociales travaillent sur ces dossiers.

Post-scriptum :

<http://www.france24.com/fr/20101223...>